

L'Unicef pointe l'école des pauvres

ÉDUCATION L'argent public pour l'enseignement profite trop aux riches

- ▶ Dans de nombreux pays, l'école publique profite d'abord aux plus aisés.
- ▶ L'Unicef plaide pour un rééquilibrage rapide vers les plus pauvres.

C'est un cri d'alarme, un nouveau cri d'alarme que lance l'Unicef. Le Fonds des Nations unies pour l'Enfance demande instamment aux gouvernements, aux donateurs et au secteur privé d'investir davantage dans l'éducation et, surtout, de le faire de manière plus judicieuse. Plus judicieuse ? Derrière le qualificatif, l'Unicef cherche surtout à obtenir une meilleure répartition des investissements entre populations riches et populations défavorisées. « Les élèves les plus pauvres reçoivent jusqu'à dix-huit fois moins de ressources publiques pour l'enseignement que les élèves les plus riches », assure l'agence internationale. Elle précise : « Dans de nombreux pays du monde, on consacre beaucoup moins de ressources publiques à l'éducation des enfants des 20 % de la population la plus pauvre qu'à celle des enfants des 20 % les plus riches. Cette différence peut atteindre jusqu'à dix-huit fois moins. »

L'Unicef l'admet, le déséquilibre touche surtout les pays les plus pauvres : 46 % des

ressources publiques pour l'éducation dans les pays à faibles revenus profitent directement aux élèves qui sont les plus instruits. Dans les pays à revenu intermédiaire, ce chiffre retombe à 26 %. « Le déséquilibre favorise de façon disproportionnée les enfants des foyers les plus aisés qui parviennent généralement aux niveaux les plus élevés de l'enseignement. »

Le rapport, qui vient de sortir de presse, demande donc aux gouvernements de donner la priorité aux besoins des enfants les plus marginalisés : les pauvres, les filles, les minorités ethniques et linguistiques, les enfants handicapés et ceux vivant dans les zones de conflit. « Aujourd'hui dans le monde, il y a à peu près un milliard d'enfants en âge d'aller à l'école primaire et secondaire. Cela représente un milliard de raisons d'investir dans l'éducation », plaide Yoka Brandt, directrice générale adjointe de l'Unicef. Parmi les plus jeunes susceptibles de fréquenter l'école primaire, 58 millions ne verront jamais la couleur d'un cahier ou d'un tableau. « Il faut réunir davantage de ressources et les redistribuer de manière plus équitable. »

Au passage, l'Unicef pointe la Belgique non pour ses propres déséquilibres mais pour la baisse de son budget de coopération : en

2012 et 2013, 22 % des dépenses publiques belges pour l'aide au développement ont été soustraites de ce budget. On constate aussi une diminution des moyens affectés à l'éducation : « Alors que depuis 30 ans, l'investissement belge dans l'éducation représentait environ 8 % de l'aide au développement, cette aide à l'éducation a, elle aussi, commencé à baisser. » ■

ERIC BURGRAFF

EN BREF

Déséquilibre belge

S'il n'est en rien comparable à celui qui touche les pays du sud, le déséquilibre marque aussi l'institution scolaire belge francophone. Aujourd'hui, à l'université, près d'un banc sur deux (44 %) est occupé par un jeune d'origine sociale élevée. En fait, le poids des étudiants nés de parents diplômés de l'enseignement supérieur est largement supérieur (2,5 fois) à leur poids réel dans la société. Qu'en est-il de la réussite ? La chance de passer sans encombre la 1^{re} bac est 1,8 fois plus élevée pour un jeune dont au moins un des parents est diplômé de l'université par rapport à un copain dont aucun des parents n'est dans cette situation. L'enseignement aurait donc tendance à reproduire les « élites »...

E.B.